

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°36 - 10 octobre 2010

Du 12 au 16 octobre 2010

Un raz-de-marée contre

Sarkozy !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : lundi 11 octobre 2010

Démocratie & Socialisme

Un vent de colère gronde

Depuis des années, les salariés se serrent la ceinture. Délocalisés, restructurés, licenciés ... ils ont payé pour la plus grave crise financière de l'histoire du capitalisme. Une crise provoquée par la cupidité des plus riches courant après des taux de rentabilité de 15 à 20 %.

Mal payés, exposés à des conditions de travail dégradées, confrontés aux difficultés d'emploi de leurs enfants... ils ont supporté depuis 3 ans les discours sur le bouclier fiscal, la suppression des postes de fonctionnaires dans l'éducation, la santé... et la couverture des copains et des coquins qui trempent dans les « affaires ».

C'est directement contre « le Président des riches » [\[1\]](#), celui qui avait promis d'être « le Président du pouvoir d'achat », qui n'avait pas mandat pour mettre en cause la retraite à 60 ans ... que la colère gronde. Il n'est que d'entendre les commentaires, dans la rue, les transports...

La colère monte dans tout le pays. Il ne s'agit pas que de retraite ... quelques intellectuels lucides comparent la situation, non plus avec 1995, mais avec 1968.

La droite s'inquiète, elle a raison !

Ses manoeuvres, ses reclassements possibles, le remaniement (s'il a lieu) n'y changeront rien. Avec l'unité du mouvement syndical, l'explosion sociale, la mobilisation de la jeunesse se sont invitées à la Une de l'actualité. De l'issue du bras de fer engagé dépend l'histoire sociale et politique de notre pays.

La remise en cause de notre modèle social, issu du Conseil National de la Résistance, avec une protection sociale collective, telle est l'objectif de la droite décomplexée : après les retraites, ils imposeront une assurance dépendance puis mettrons en cause l'Assurance maladie. C'est « la mère de toutes les batailles » pour eux. Ils n'ont pas encore mesuré l'effet de la tempête qui peut les emporter.

Et la gauche ?

Alors que 71 % ne veulent pas de la réforme Sarkozy, une majorité ne croit pas que le PS rétablirait les 60 ans. Ce n'est pas seulement le doute, c'est l'expression même des socialistes sur le sujet qui devient un problème.

Ainsi, certains dirigeants socialistes, impressionnables par les « experts » libéraux, ont répété qu'il faudra allonger la durée de cotisations. Le droit aux 60 ans ne concernerait que celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt.

C'est une inflexion plus que sensible par rapport aux propositions écrites.

Dans la position adoptée il y a quelques mois, tout le monde pouvait s'y retrouver : l'emploi et les salaires étaient identifiés, la prise en compte possible de 3 années d'étude venait réduire d'autant le nombre d'annuités travaillées,

les mesures de financement à commencer par celles pesant sur le Capital (stock options, forfait social sur l'intéressement, taxe sur les profits des banques...) indiquaient clairement un choix. Certes, on pouvait discuter telle ou telle mesure... mais les bases existaient, avec le retour aux 60 ans, d'un programme commun de toute la gauche.

Cet équilibre là est mis à mal au plus mauvais moment. Et le peuple de gauche ne s'y trompe pas.

Prétendre revenir aux 60 ans tout en insistant sur l'allongement de la durée du travail n'est pas crédible. C'est même contradictoire. Un glissement s'est opéré à contre-courant du mouvement social. Il est mortifère.

Si 2012 se joue maintenant, il peut tout aussi bien se perdre maintenant !

L'absence de déclaration commune de toute la gauche pesait déjà. A la crise de légitimité politique, aucun débouché politique n'était réellement proposé. Les responsabilités étaient certes partagées.

Désormais, un désaccord de fond l'emporte : retour aux 60 ans pour tous et des mesures réelles de financement des retraites ou 60 ans pour les carrières longues et travailler ou chômer plus longtemps pour tous les autres.

Redresser la barre ! Construire le débouché politique.

C'est aux militants de trancher. Une nouvelle fois la victoire possible de la gauche passe par une réponse claire aux attentes sociales. Une nouvelle fois, les leçons de 2002 et 2007 doivent être tirées.

Citer DSK au même titre que Martine Aubry pour 2012 est certainement une petite habileté à usage interne. Mais, à grande échelle, cela ajoute à la confusion. Car, dans le pays, comme dans le PS, ce ne sont pas les propositions de DSK qui donnent à espérer. Pire, si elles prétendent gagner des voix à droite, elles en font surtout perdre à gauche.

« 2 ans de plus, et c'est réglé pour 20 ans, pour conserver la même part de PIB pour les retraites » affirme le FMI. On ne peut mieux dire sa volonté de protéger les profits d'aujourd'hui et de demain. Les profits d'hier se sont envolés, ils n'ont pas fait les investissements d'aujourd'hui ni les emplois de demain. La question pour la gauche, c'est de savoir quelle part des richesses produites (du PIB) il faut consacrer à la protection sociale.

Une autre répartition des richesses est possible. Ce doit être l'axe central à développer, car il permet de rassembler toute la gauche sans exclusive !

Soutien total au mouvement social !

Construisons un débouché politique, avec une unité de toute la gauche enracinée dans les exigences de ce mouvement !

[1] petit emprunt au titre du livre de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon